



HAL
open science

Dossier Espaces urbains et informalité politique au Brésil

Nicolas Bautès, Marie Morelle, Gabriel de Santis Feltran

► **To cite this version:**

Nicolas Bautès, Marie Morelle, Gabriel de Santis Feltran. Dossier Espaces urbains et informalité politique au Brésil. *Confins - Revue franco-brésilienne de géographie/Revista franco-brasileira de geografia*, 2016, *Confins*, 28, 10.4000/confins.11195 . halshs-02383478

HAL Id: halshs-02383478

<https://shs.hal.science/halshs-02383478>

Submitted on 23 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Confins

Revue franco-brésilienne de géographie

28 | 2016

Número 28

Dossier Espaces urbains et informalité politique au Brésil

Nicolas Bautès, Marie Morelle e Gabriel de Santis Feltran



Edição electrónica

URL: <https://journals.openedition.org/confins/11195>

DOI: 10.4000/confins.11195

ISSN: 1958-9212

Editora

Hervé Théry

Este documento é oferecido por Université de Caen Normandie



Refêrencia eletrónica

Nicolas Bautès, Marie Morelle e Gabriel de Santis Feltran, «Dossier Espaces urbains et informalité politique au Brésil», *Confins* [Online], 28 | 2016, posto online no dia 07 outubro 2016, consultado o 22 maio 2024. URL: <http://journals.openedition.org/confins/11195> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/confins.11195>

Este documento foi criado de forma automática no dia 16 de fevereiro de 2023.



Apenas o texto pode ser utilizado sob licença CC BY-NC-SA 4.0. Outros elementos (ilustrações, anexos importados) são "Todos os direitos reservados", à exceção de indicação em contrário.

Dossier Espaces urbains et informalité politique au Brésil

Nicolas Bautès, Marie Morelle and Gabriel de Santis Feltran

EDITOR'S NOTE

Ce dossier s'inscrit dans le cadre des activités du collectif Inverses, financé entre 2009 et 2014 par la mairie de Paris, Programme Emergences, et dirigé par J. Tadié (IRD-URMIS) (<http://www.inverses.org>). M. Morelle et N. Bautès sont tous deux membres de ce collectif

A l'origine du dossier

Penser les formes de gouvernement urbain depuis les villes brésiliennes

- ¹ En mai 2014, des journées d'étude organisées à Paris ont permis de poser les bases d'un dialogue entre une dizaine de chercheurs, français et brésiliens, engagés dans une analyse des rapports de pouvoir et de domination en ville¹. Nous souhaitons comprendre comment, dans nos différents espaces d'étude, se forment, se maintiennent s'articulent ou s'opposent une pluralité de pouvoirs et leurs effets dans la production et le contrôle des villes et de leurs populations. Nous voulions nous décentrer de l'analyse des politiques urbaines depuis leur cadre formel pour saisir le politique dans des arènes informelles et dans ses relations avec des formes institutionnalisées de gouvernement (Bayart, 1985 ; Le Gall, Offerlé, et Ploux, 2012 ; Jacquot et Notarangelo, 2016).
- ² Ce dossier est une émanation de ces premières rencontres. Il a pour but premier de donner à lire certaines des contributions. Il souhaite rendre accessible à un public francophone des articles d'anthropologues et de sociologues brésiliens sur les formes contemporaines de gouvernement des villes du Brésil. En outre, tout en donnant la

priorité à des écrits récents de chercheurs travaillant à titre principal à São Paulo et à Rio de Janeiro, ce dossier esquisse une généalogie partielle de la pensée urbaine au Brésil, en publiant, en français, deux des articles fondateurs de Luis Antonio Machado da Silva et de Michel Misse. Ces auteurs qui, entre autres concepts, ont formulé ceux de « sociabilité violente » et de « marchandises politiques », très largement diffusés au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique Latine, ont contribué à analyser les relations entre le légal et l'illégal comme constitutives de l'État et des rapports de pouvoir en ville, au Brésil. En s'intéressant aux processus de négociation liant des acteurs politiques, institutionnels, sociaux et criminels et aux économies des valeurs qui les sous-tendent, leurs analyses ont été une invitation à discuter autrement du pouvoir et du rapport au politique. En définitive, depuis ces recherches des années 1990 et d'autres plus récentes, ce dossier a pour objectif de donner une large place aux travaux brésiliens en soulignant leurs apports, dans le champ des études urbaines, sur la problématique du pouvoir et du politique et de ses effets en termes de production de l'espace et d'économie urbaine. Il envisage de nourrir le dialogue entre géographies – et plus largement, entre sciences sociales – brésiliennes et françaises, démarche dans laquelle la revue *Confins* est engagée depuis plusieurs années. Avec le renouvellement partiel du débat sur les villes du Sud, en particulier dans la sphère anglophone (Parnell et Oldfield, 2014), il nous a paru important de dépasser certaines barrières académiques, disciplinaires et linguistiques afin de rappeler l'importance des ethnographies comme des discussions théoriques contemporaines brésiliennes, approches qui, selon nous, contribuent à alimenter tant les objets que les méthodes et plus largement, les manières d'appréhender les études urbaines.

Au Brésil, les « périphéries » urbaines aux portes du politique ?

- 3 Longtemps, la ville au Brésil n'a pas été inscrite au cœur des thématiques privilégiées des sciences sociales (brésiliennes, américaines, européennes), au profit de l'étude du monde rural (plantations, colonisation). A la fin des années 1970, la forte croissance démographique en ville permet un premier changement de regard avec l'émergence de recherche sur les migrations et l'urbanisation avant que ne soit formulée au cours de la décennie 1980 la problématique de la ville « fragmentée », espace de conflits et de tensions sociales (Vidal, 2005). La crise économique et sociale que connaît le pays dans ce moment de transition politique « conduit à diagnostiquer une crise urbaine majeure de laquelle émergent nombre de forces politiques œuvrant à la consolidation de l'ordre démocratique, à la modernisation de l'État et à sa réorientation vers le social et, enfin, à la lutte contre la concentration du pouvoir » (Furtado, 1989). Les luttes sociales liées à une volonté affirmée d'émancipation vont alors s'articuler étroitement à un débat spécifiquement urbain. Les acteurs impliqués - mouvements sociaux d'inspiration catholique, marxiste ou encore émanant de syndicats - dénoncent vivement les profondes inégalités sociales et leurs traductions spatiales, l'absence de politique sociale et, de manière plus spécifique, les carences d'une politique de logement, de santé, d'éducation et sécurité sociale, tout particulièrement au bénéfice des plus pauvres. Dans ce cadre, l'espace urbain et ses appropriations multiples tendent rapidement à être un enjeu politique fort : les études urbaines éclairent les rapports de domination qui traversent toutes les franges de la société brésilienne et permettent de dépasser l'approche classique arguant de la défaillance structurelle de l'État et de ses institutions. Pendant les années 1980, la lutte pour les biens sociaux s'est donc articulée à un discours politique et urbain.

L'action politique conduite depuis des périphéries urbaines, est devenue une force instituée pertinente et influente dans la transition démocratique.

- 4 Ainsi, dès le début des années 1980, des travaux, en particulier en sociologie et en anthropologie urbaines, analysent les mouvements sociaux en ville. Parmi eux figurent les analyses pionnières d'Eunice Durham (1973), Machado da Silva et Ziccardi (1980), Machado da Silva et Ribeiro (1985), mais aussi d'Eder Sader (1988), d'Ana Maria Doimo (1995) et de Maria Celia Paoli (1995). D'après Valladarès (1987), ces réflexions et celles qui ont suivi s'articulent autour de trois axes principaux : les relations entre l'État, la planification urbaine et les mouvements sociaux urbains ; les relations entre les mouvements sociaux urbains, les partis et l'action politique ; enfin, la signification politique des mouvements sociaux urbains. Étudiant les liens qu'entretiennent les phénomènes de pauvreté et de marginalité urbaines avec les mobilisations sociales, certaines de ces analyses posent déjà la question de l'accès à l'espace politique et citoyen des catégories sociales urbaines les plus défavorisées (Cardoso, 1977; Kowarick, 1980).
- 5 Pendant les années 1990, tout particulièrement à São Paulo, les luttes sociales comptaient sur la démocratie naissante pour engager une démocratisation de l'État (Dagnino, 2002). Le projet « démocratique-populaire » des mouvements sociaux prend sens alors que la Nouvelle République s'engage au travers d'élections directes et des possibilités ouvertes de participation et d'élaboration de politiques sociales dans des conseils paritaires et au moyen de budgets participatifs. Cette période est celle d'une intense mobilisation intellectuelle et militante visant à constituer les fondements de « gouvernements populaires », qui seraient à la base de la « démocratie participative ». Entretemps, la logique de gestion technique de l'État conduit progressivement à l'inversion du vecteur de représentativité entre les groupes populaires et les gouvernements. En dix ans, les acteurs qui portent les demandes des habitants des favelas vers le monde institutionnel font déjà le contraire : institutionnalisés, ils portent les demandes des gouvernements et des partis vers les secteurs populaires, sollicitant leur soutien (Feltran, 2006).
- 6 À la même époque, une génération grandit dans les périphéries brésiliennes, dans un monde urbain en rapide transformation. La famille élargie disparaît, les flux migratoires internes au pays tendent à s'amenuiser, le pentecôtisme se diffuse et la crise des années 1980 conduit à l'augmentation du chômage, limitant significativement le rêve de mobilité sociale des ouvriers. La forte libéralisation des marchés dans la période du gouvernement Collor de Mello et d'Itamar Franco renforce l'internationalisation de l'économie. Dans les périphéries urbaines, les marchés de drogues et d'armes s'installent de manière pérenne et s'avèrent hautement lucratifs. Le paradoxe est établi : si les intellectuels et les mouvements organisés considèrent la décennie 1990 comme l'époque de la « consolidation démocratique » des institutions, les habitants les plus jeunes des périphéries urbaines de la période s'en souviennent comme « l'époque des guerres ».
- 7 Du point de vue politique, les critiques directement adressées à l'État depuis les années 1990 soulignent, en dépit d'orientations démocratiques et progressistes, les lacunes d'une action publique en outre et surtout ancrée dans une logique de contrôle politique et social. Si ce phénomène est historiquement prégnant dans les campagnes, il tend à revêtir une dimension nouvelle dans le contexte urbain, à mesure que l'accumulation du capital international et national dans des lieux urbains centraux se fait au bénéfice des catégories les plus aisées, mais au détriment des victimes des processus d'urbanisation illégale, largement réprimées. Dès les années 1980², la criminalisation est une marque de la construction des politiques urbaines au Brésil. D'un côté, c'est en ville que s'opèrent les

changements majeurs issus du processus de lutte sociale et démocratique, à l'exemple du Mouvement National de Réforme Urbaine (1987) ou, plus tard, de l'adoption de la Constitution fédérale qui consacre les fondements de la politique urbaine et le Statut de la Ville (adopté par la loi fédérale n° 10.257 du 10 juillet 2001). D'un autre côté, l'incarcération massive et les homicides commis par des policiers, parmi d'autres formes de répression étatiques, peuvent y être tout aussi marqués, jusqu'à aujourd'hui.

- 8 L'élan social qui mène à la transition démocratique entraîne donc une recrudescence des études urbaines et ouvre la voie à une discussion sur les liens entre territorialisation et changement social et politique. Toutefois, les recherches tournées vers la compréhension des origines sociales des inégalités et de la pauvreté (Abranches, 1985), de la marginalité (Perlman, 1981) ou des pratiques déviantes de certains groupes (criminels, policiers, politiciens, etc.) au Brésil ont souvent tardé à les envisager dans leur dimension politique, en lien avec la production et les formes de gouvernement urbain. Politique en ville et violence urbaine sont pensées comme deux entités distinctes, isolées l'une de l'autre et parfois, comme contraires. Les recherches en géographie et dans le domaine des études urbaines permettent l'observation des manifestations de la croissance et de l'expansion urbaine. Certaines discutent des causes structurelles de ces phénomènes (Abreu & Bronstein, 1978 ; Kovarick, 1980 ; Maricato, 1982 ; Santos, 1967 ; Valladares, 1980 ; Villaça, 1998). Toutefois, rares sont les études qui scrutent de près les jeux de pouvoirs au fondement de la production de la ville et des illégalités urbaines. De ces travaux fondateurs émerge pourtant une préoccupation croissante pour les quartiers d'occupation illégale progressivement, identifiés comme le « problème des favelas ». Celui-ci est énoncé et discuté quasi exclusivement depuis le concept de violence : les favelas vont cristalliser discours et représentations sociales de la marge, de l'illégalité et du crime, au point d'occuper, en définitive, une place essentielle dans l'appréhension des processus de production de l'espace urbain au Brésil, sans que soit le plus souvent pleinement discutée la question du politique et du rapport à l'État. A cet égard, les travaux d'A. Machado da Silva en 1967 puis, près de deux décennies plus tard, ceux d'A. Zaluar (1985), font figure d'exceptions notoires : ils posent les fondements d'une analyse plus fine et nuancée des jeux et des enjeux qui structurent la politique des favelas, et proposent des analyses distanciées et critiques sur le phénomène de la « violence urbaine ». Dans le présent dossier, les auteurs brésiliens Gabriel de Santis Feltran comme Carolina Grillo, Daniel Hirata et Palloma Menezes revendiquent l'héritage de la pensée de Machado da Silva. Ils contribuent à prolonger et à renouveler ses questionnements et ses efforts théoriques et empiriques. Gabriel Feltran, par exemple, revient sur les termes du débat scientifique sur la question sociale, et sur le risque d'une lecture clivante de la réalité urbaine. Il s'inscrit en contre de lectures homogénéisantes de la réalité sociale et plus particulièrement des populations assignées à des territoires périphériques (dans une double approche sociale et géographique). Il prend pour exemple l'essentialisation de la figure des jeunes, souvent noirs et issus des « périphéries », associée à la délinquance et à la violence dite « urbaine ». En retour, il insiste sur l'hétérogénéité des situations sociales comme des répertoires de l'action publique. De fait, au-delà de la vision caricaturée d'espaces résumés aux favelas et de populations marginalisées, « abandonnés » aux pouvoirs criminels, on notera l'accumulation temporelle et spatiale de dispositifs publics en charge de la sécurité, de la santé et de l'éducation ou encore de la régularisation foncière. Pour G. Feltran toujours se dessine un continuum dans l'action publique où sont créées aussi bien la figure du délinquant à emprisonner (voire à tuer) que celle de l'entrepreneur à accompagner, en passant par la figure du consommateur à intégrer aux

marchés de consommation : soit, dans ces termes, une « perception des pauvres (...) pris en étau entre (...) deux perspectives de « violence urbaine » et de « développement économique ». »

- 9 Dans cette perspective, il apparaît également nécessaire de dépasser l'image de périphéries comme espaces hors-la-loi (occupation foncière illégale, branchements « sauvages » aux réseaux, commerces informels et trafic de drogues) où se déliterait l'administration d'État (Das et Poole, 2002). En effet, des études se multiplient afin de souligner le recours modulable au droit (Soares Gonçalves, 2010; Soares Gonçalves et Bautès, 2015) et plus largement la myriade d'arrangements au cœur des relations entre habitants et agents de l'État (Gay, 1999 ; Misse, 2008 ; Feltran, 2010 ; Telles, 2009 ; Peralva et Da Silva Telles, 2014; Bautès et Taïeb, 2015). Les favelas, plus largement les périphéries urbaines, matérialisent la labilité des frontières entre divers registres normatifs à commencer par le régime étatique. Ainsi, loin d'opposer terme à terme les favelas au reste de la ville, et leurs habitants à la société, qu'il soit question de répression ou d'intégration, il apparaît essentiel de saisir les négociations existant autour de la transgression de la loi, plus largement la dimension relationnelle du pouvoir (Raffestin, 1980) et les formes de gouvernement urbain qui en découle. Il s'agit de ne plus laisser les périphéries aux portes du politique, de reconsidérer les processus de subjectivation (Rancière, 2004) et de politisation y ayant cours, les négociations avec les agents des institutions étatiques au-delà de la seule recension des dispositifs publics mis en place (Palier et Surel, 2001). Il est surtout question de comprendre la fabrique quotidienne de l'action publique en ville depuis les périphéries sans restreindre les interactions observées à la compréhension du fonctionnement de ces seuls espaces. La densité d'acteurs et de dispositifs institutionnels, la multiplicité des discours politiques donnent à comprendre l'État comme une « réalité concrète et située, autrement dit à la fois incarnée dans des individus et inscrite dans une temporalité » (Fassin, 2014 : 14).

Une approche relationnelle du pouvoir en ville

Affrontements, ententes et contrôle de l'espace urbain

- 10 Les textes de ce dossier s'intéressent donc à la mise en application concrète de dispositifs pensés dans le cadre de politiques publiques : Daniel Hirata s'intéresse aux transformations de la construction du « problème des marchands ambulants » à São Paulo et à Rio de Janeiro entre les années 1980 et 2000. Il étudie les affrontements et les négociations entre l'action gouvernementale et les organisations collectives de vendeurs autour de l'occupation et de l'usage de l'espace public. Palloma Menezes et Carolina Christoph Grillo s'emparent de la thématique des unités de police pacificatrices (UPP) à Rio de Janeiro – donnant lieu à un nombre foisonnant de productions scientifiques – sous des angles jusque-là peu adoptés. Sur la base de la collecte systématique des rumeurs qui circulent dans deux favelas de Rio de Janeiro, et de l'étude des peurs et des projections qu'elles véhiculent, P. Menezes s'intéresse à la routine d'un quartier dont les habitants sont confrontés à la présence inédite d'agents d'une police « pacificatrice », dans un contexte d'incertitude et de méconnaissance des décisions engagées, plus largement dans le cadre d'un projet de transformation urbaine. De son côté, toujours dans le contexte de favelas de Rio de Janeiro et de leur « pacification », C. Christoph Grillo propose d'analyser la manière dont les pratiques des acteurs criminels se transforment. Cette démarche

conduit leurs auteures à observer et à analyser les relations entre habitants, trafiquants, voleurs et agents institutionnels en charge de la pacification. Avec l'article de D. Hirata depuis des pratiques commerciales concrètes des vendeurs ambulants, ces écrits donnent donc à voir la dynamique des formes de gouvernement : comment s'exerce le pouvoir, comment se négocie l'application de règles, comment des individus s'y conforment, les contournent ou y résistent. L'autre force de ces textes est de montrer comment ces relations de pouvoir s'incarnent dans l'espace urbain : diverses appropriations de l'espace se rencontrent et s'affrontent en lien avec une pluralité d'objectifs, l'enjeu étant alors de parvenir à maintenir un accès à un espace et d'en contrôler les usages. À ce titre, Carolina Christoph Grillo en particulier s'applique à cartographier des territoires urbains depuis les pratiques des trafiquants et des voleurs, dans le contexte des UPP. Elle souligne combien leurs frontières restent du domaine du tacite, entre acteurs institutionnels et acteurs criminels, et entre acteurs criminels eux-mêmes, et s'avèrent plastiques, se modifiant au gré des interactions et de la violence en présence.

- 11 Par ailleurs, ces textes soulignent la précarité des arrangements passés avec des acteurs institutionnels et politiques comme leur inscription dans des rapports de pouvoirs asymétriques et structurels. Dans sa recherche sur le commerce ambulant à São Paulo et à Rio de Janeiro, Daniel Hirata confirme plusieurs des hypothèses avancées par Gabriel Feltran quant aux évolutions de la question sociale et de l'appréhension de la pauvreté et des inégalités. Il montre la production d'un statut ambigu des vendeurs ambulants au fil des décennies : non reconnus comme travailleurs et criminalisés par les pouvoirs publics dans les années 1980-1990, ils peuvent, pour certains, accéder au statut d'entrepreneur présenté par les autorités comme un tremplin vers l'acquisition du droit et du statut de citoyens à partir des années 2000. En outre, les formes de gouvernement mises en place localement continuent d'osciller entre répression et militarisation de l'ordre public, régularisation et reconnaissance de certains vendeurs ambulants et enfin, jeux clientélistes entre agents de diverses institutions en charge de l'ordre et vendeurs et leurs associations. C'est donc l'incertitude qui prévaut pour les vendeurs ambulants.
- 12 De même, Palloma Menezes revient sur cette notion d'incertitude et des positions de domination qui y sont liées. Elle formule l'hypothèse que l'installation pérenne de la police dans certaines favelas cariocas (à l'inverse des précédentes opérations et incursions ponctuelles) crée une situation de crise. Elle s'intéresse à la manière dont chaque groupe va tenter d'accéder et de produire ses propres informations en vue de caractériser les individus en présence et de moduler ses pratiques. Dans un contexte de déficience de l'information, les habitants en particulier ont recours à la rumeur (sur la police et ses objectifs, sur les trafiquants et la peur de représailles, sur la vie quotidienne en général, etc.) afin de forger une interprétation partagée de la situation et de préserver leurs routines. Palloma Menezes démontre quelle est la place des habitants de la favela, assujettis à la production d'un ordre public émanant d'autorités lointaines, privées d'informations et d'une présence légitimée au sein des instances de débat public. Dans le même temps, elle donne à voir les tactiques des habitants pour s'approprier à leur tour les projets en présence et pour continuer à vivre et à circuler dans leurs espaces quotidiens. La recherche de Carolina Christoph Grillo s'inscrit dans la même veine en décrivant les reconfigurations des points de vente du trafic et des territoires des factions, sans évincer les adaptations qu'elles entraînent pour les déplacements des habitants des favelas concernées. Leurs travaux s'inscrivent en droite ligne des discussions sur les savoirs mineurs (Deleuze, 1986) des populations subalternes et leur compétence à saper et

à contourner l'ordre établi à défaut de pouvoir prétendre le renverser (Scott, 2008 ; Bayat, 2010). Partant de l'étude d'économies populaires, en marge de la législation ou criminelle, les auteurs de ce numéro contribuent au débat sur les économies morales (Cabanes, 2015), liant économie et politique en ville.

Économies morales et fabrique urbaine

- 13 Les articles de Daniel Hirata et de Gabriel Feltran en particulier s'inscrivent dans une double approche au Brésil, empruntant à la sociologie urbaine et à la sociologie du travail. Les travaux conduits par le groupe « Ville et travail » de l'Université de São Paulo, coordonné par Vera Telles étudient les transformations récentes du travail et leurs liens avec des reconfigurations territoriales et avec la pauvreté urbaine (Azaïs, Kessler & Telles, 2012). Ils s'intéressent en particulier à la régulation d'activités en marge de la loi, appréhendée dans leur dimension juridique, mais aussi politique. Leur volonté de comprendre les fondements d'une tolérance négociée relève de l'héritage foucauldien, depuis la notion d'illégalismes et leur gestion différentielle (Foucault, 1975 ; Lascombes, 1986).
- 14 Toutefois, il s'agit aussi d'associer à la compréhension du pouvoir les logiques économiques et des marchés de production et de consommation de biens et de service. Daniel Hirata analyse la manière dont des « économies populaires » participent d'une circulation plus ample de richesses à l'échelle urbaine non sans effet en termes de structuration et de légitimation de pouvoirs. En montrant comment se construit progressivement la figure du vendeur-entrepreneur, son analyse fait écho au texte de Gabriel Feltran. Celui-ci s'intéresse à la circulation de l'argent comme lien entre univers sociaux : transactions entre policiers et trafiquants, intégration d'habitants à la sphère de la consommation par le biais de l'aide sociale, activités économiques formelles et informelles dans divers marchés producteurs de richesse. Pour lui, il faut garder en tête une lecture critique des effets structurants du marché et en particulier de la force de l'argent comme pacificateur et comme producteur de valeurs.

Figure 1 : La favela de Madalena, dans le district de Sapopemba,

15 \$\$\$



Zone Est de São Paulo, 2013, lieu de lutte intense des mouvements pour le logement dans les années 1980

Photo : G. Feltran, 2015

- 16 Cette question des valeurs, Gabriel Feltran s'en empare en nous invitant finalement à nous décentrer du seul registre étatique et des normes juridiques. Il en distingue deux autres : les registres religieux (en particulier évangélique) et criminel. Il montre en particulier combien l'univers social du crime ne peut se résumer à une appréhension fondée sur le seul registre de la violence et participe de débats sur la notion de justice, au bénéfice de la régulation non violente de maintes situations conflictuelles locales. *Le crime* revêt alors une forme de légitimité aux yeux d'une partie importante des habitants des favelas et des périphéries. C'est aussi cet univers du crime que donne à voir Carolina Christoph Grillo en revenant sur les hiérarchies internes des factions et firmes et des interactions entre trafiquants et voleurs en liant contrôle territorial et poursuite d'activités économiques. Ces dernières participent à l'émergence de leaderships spatialisés. Les quartiers contrôlés deviennent des ressources politiques conduisant à reconsidérer les limites des espaces politiques et les registres normatifs en présence. La marginalisation des individus de la sphère salariale est structurelle et dès lors structurante : les activités économiques informelles (y compris criminelles) existantes en réponse à cette marginalisation dévoilent le rapport qu'entretiennent des individus à la loi et quels référents moraux se forment au quotidien, enchâssées dans des rapports de domination (Fassin, 2009 ; Siméant, 2010).

Figure 2 : Favelados



Aujourd'hui encore, la grande majorité des maisons de favelas ne disposent pas de titres de propriété. En dépit de cela, le marché immobilier informel est intense

Photo : G. Feltran, 2015

- 17 On notera combien ces réflexions sont traversées par des enjeux éminemment éthiques pour les chercheurs en quête d'une réalité souvent évanescence qui échappe à des interprétations en des termes binaires, et qui en appelle à des enquêtes dans la longue durée. On remarquera d'ailleurs au-delà de l'importance de la durée de l'enquête et de son échelle d'observation, l'importance des situations de crise où chacun est plus à même de développer un regard réflexif sur soi et son rapport aux autres relativement tus dans les textes présents.

Perspectives

- 18 Depuis une décennie environ, plusieurs chercheurs en appellent à décoloniser les études urbaines, à rompre la dynamique de comparaison performative liant les villes du Nord à celles du Sud, à casser la prétention des savoirs produits au Nord sur le Nord à valoir de façon universelle (Connell, 2007). Ainsi, la géographe Jennifer Robinson plaide pour rendre les villes « ordinaires », hors de toute catégorisation (Robinson, 2006). Ananya Roy initie, quant à elle, un mouvement de théorisation urbaine depuis les villes du Sud (Roy, 2009 ; 2011a). Elle s'intéresse plus particulièrement à la dimension politique de la production de l'espace urbain, à partir du concept d'urbanisme subalterne (Roy, 2011b). Il ne s'agit plus de penser la majeure partie des habitants des bidonvilles comme passifs ni de sombrer dans l'apologie excessive de leur créativité (tel que Rem Koolhaas a pu avoir la tentation de le faire depuis Lagos ; Koolhaas et al., 2000 ; Gandy, 2005). Discuter de la fabrique politique de la ville - en particulier depuis les régulations informelles structurant l'accès au foncier, aux services urbains, aux espaces publics - permet de discuter de ce qui fait norme en ville, et d'éviter l'écueil du jugement et de l'évaluation des modes de gouvernement urbain, à l'aune des « bonnes pratiques ». Il ne s'agit plus d'évaluer l'écart au modèle de « bonne gouvernance », mais de comprendre comment se

gouverne de manière située l'espace urbain, à plusieurs échelles et notamment depuis ses multiples quartiers.

- 19 Toutefois, les porteurs de ces débats s'expriment le plus souvent en Anglais. S'ils reconnaissent l'enjeu de donner la parole aux chercheurs du Sud aux Suds et de dépasser certaines barrières académiques (Sheppard et al., 2015), il n'en reste pas moins que l'on peut se demander quelle est la place des études urbaines depuis le Sud et sur le Sud dans une discussion internationale, mais surtout commune. Plus encore, sans là encore évincer l'existence de cette discussion dans ce réseau fort présent dans les revues anglophones (Roy, 2015), la question du commun comme de la construction de « comparables » reste posée. Dans ce dossier, l'objectif est moins de parler des villes brésiliennes que de montrer en quoi des chercheurs participent à une approche du fait urbain, appréhendé depuis le politique (et non la politique).
- 20 En écho à divers écrits publiés en France (mais sans les connaître nécessairement tous), les auteurs du dossier reviennent sur les compétences des individus (Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2002) à observer, qualifier, voire catégoriser de manière la plus fine possible les situations qu'ils vivent, les interactions dans lesquelles ils sont engagés. Il s'en suit la naissance et le déploiement de « savoirs pratiques » (Fischer et Spire, 2009) sur l'espace urbain au fondement de compétences à agir, à contourner, à détourner les contraintes quotidiennes. Les auteurs s'attachent aussi à montrer comment ces savoirs circulent et se matérialisent dans l'espace urbain. Ils discutent plus largement des normes en présence, des manières de se dire, de faire, d'appartenir, en écho aux travaux sur les économies morales : des pratiques individuelles ou collectives, en référence ou à l'encontre des registres étatique, religieux, criminel. Ils insistent sur la circulation du pouvoir et les relations qui la fondent, dans une dimension territoriale participant à la compréhension des formes de gouvernement urbain, depuis plusieurs échelles (un point de vente, un quartier, la ville) dont l'un des enjeux, nous semble-t-il, est de parvenir à en décoder les articulations éventuelles.
- 21 Ce sont ces éléments qui participent à la compréhension des liens entre politique et espace urbain, dans un souci partagé de faire dialoguer des héritages et pratiques scientifiques pluriels.

BIBLIOGRAPHY

Abranches, S.H. *Os despossuídos: Crescimento e pobreza no país do milagre (Brasil, os anos de autoritarismo : análise, balanço, perspectivas)*, Zahar, Rio de Janeiro, 93 p., 1985.

Abreu, M., Bronstein, O., *Políticas Públicas, Estrutura Urbana e Distribuição da População de Baixa Renda na Área Metropolitana do Rio de Janeiro. Convênio IDCR/CNPU, IBAM*, 379 p. 1978.

Azaïs, C., Kessler, G., Telles da Silva, V. (orgs.), *Ilegalismos, cidade e política*. Fino Traço Editora, Belo Horizonte, 328 p., 2012.

Bayart, J-F. « L'énonciation du politique ». *Revue française de science politique*, v. 35, n. 3, p. 343-73, 1985.

- Bayat, A. *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, Stanford, 304 p., 2010.
- Bautès, N., et Taieb, A. « Petits arrangements, intimidations et rapports de pouvoirs au cœur de l'action publique urbaine. La politique des favelas en questions », *Géocarrefour*, v. 90, n. 1, p. 83-92. 2015.
- Berry-Chikhaoui, I., Deboulet, A. « Les compétences des citoyens: enjeux et illustrations à propos du monde arabe ». *L'Homme et la société*, v. 1, n. 143-144, p. 65-85. 2002.
- Dagnino, E. *Sociedade Civil e Espaços Públicos no Brasil*. Paz e Terra, São Paulo, 323p., 2002.
- Das, V., Poole, D. (Eds.) *Anthropology in the Margins of the State*, School of American Research Press, James Currey, Santa Fé, Oxford, 330 p., 2004.
- Deleuze, G. Foucault, Les Editions de Minuit, Paris, 141 p., 1986.
- Doimo, A. M. *A vez e a voz do popular: movimentos populares e participação política no Brasil Pós-70*, ANPOCS-Relume Dumará, Rio de Janeiro, 285 p., 1995.
- Durham, E.R., *A caminho da cidade : a vida rural e a migração para São Paulo*. 2. ed. São Paulo, Ática, 249 p., 1973.
- Fassin, D. « Les économies morales revisitées », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, n.6, p. 1237-1266, 2009.
- Feltran, G. S. « The Management of Violence on the Sao Paulo Periphery: the repertoire of normative apparatus in the PCC era ». *Vibrant* v.7, n.2, p. 109-134. 2010.
- Feltran, G. S. « Deslocamentos – trajetórias individuais, relações entre sociedade civil e Estado no Brasil », in Dagnino, E., Olvera, A., Panfichi, A. (orgs.). *A disputa pela construção democrática na América Latina*. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 501 p., 2006.
- Fischer, N., Spire, A. « L'État face aux illégalismes ». *Politix*, v.3, n. 87, p. 7-20. 2009.
- Furtado, C. « Transition vers la démocratie au Brésil », *Cahiers du Brésil contemporain*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, IHEAL, n.3, p.3-9. 1989.
- Fischer, N., Spire, A. « L'État face aux illégalismes », *Politix*, v.3, n. 87, p 7-20, 2009.
- Foucault, M. *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1975. 360 p.
- Gandy, M. "Learning from Lagos", *New Left Review*, n.33, p. 36-52, 2005.
- Gay, R. "The Broker and the Thief: a parable. Reflections on popular politics in Brazil", *Luso-Brazilian Review*, v.36, n.1, p. 49-70, 1999.
- Gonçalves, Soares R. *Les favelas de Rio de Janeiro: histoire et droit, XIXe-XXe siècles*. L'Harmattan, Paris, 295p., 2010.
- Jacquot, S., Notarangelo, C. « Vendeurs ambulants dans l'espace touristique à Gênes : politiques d'éviction, résistances et arrangements ». *L'Espace Politique [En ligne]* v.28, n.1, <http://espacepolitique.revues.org/3765>, 2016.
- Koolhaas et al. « Lagos, Harvard Project on the City » in *Arc en Rêve centre d'architecture (eds.), Mutations, événement culturel sur la ville contemporaine*, Arc en rêve, Bordeaux. p. 650-720, 2000.
- Kovarick, L. *À Espoliação Urbana*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 202 p., 1980.
- Lascombes, P. « Le grondement de la bataille ». *Actes. Les cahiers d'action juridique*, n. 54, p. 84-89, 1986.

- Le Gall, L., Offerlé, M., Ploux F. La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle, PUR, Rennes, 415 p., 2012.
- Machado da Silva, L. A., Ziccardi, A., "Notes para uma discussão sobre movimentos sociais urbanos", Cadernos, CERU, n. 13, p. 79-95. 1980.
- Machado da Silva, L. A., Ribeiro, A. C. T. "Paradigma e Movimento Social : por onde andam nossas ideias?", Ciências Sociais Hoje, v. 4, p. 318-336, 1985.
- Machado da Silva, L.A., A política da favela, Cadernos Brasileiros, Ano IX, n. 41, p. 35-47, 1967.
- Maricato, E. (org.), A Produção Capitalista da Casa (e da Cidade) no Brasil Industrial, Alfa-Omega, São Paulo. 225p. 1982.
- Palier, B., Surel Y. « Le politique dans les politiques ». Espaces Temps, n° 76-77, p. 52-67, 2001.
- Paoli, M.C. "Movimentos sociais no Brasil: em busca de um estatuto político", in Herman, M. Movimentos sociais e democracia no Brasil, Marco Zero, São Paulo, 190p., 1995.
- Parnell, S., Oldfield, S. The Routledge Handbook on Cities of the Global South. Routledge, Oxon, New York, 635 p., 2014.
- Peralva, A., Telles, da Silva, V. « Crime, violence et ville ». L'Ordinaire des Amériques, n° 216, <http://orda.revues.org/1101>, 2014.
- Perlman, J. O mito da marginalidade. Favelas e políticas no Rio de Janeiro, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 384 p., 1981.
- Raffestin, C. Pour une géographie du pouvoir, Librairies techniques, Paris, 249, 1980.
- Rancière, J. Aux bords du politique, Paris, Folio, 272 p., 2004.
- Roy, A. "Who's afraid of postcolonial theory ?", International Journal of Urban and Regional Research, Online Version, p. 1-10, 2015.
- Scott, J. La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne. Amsterdam, Paris. 269 p., 2008.
- Sader, E. Quando novos personagens entraram em cena: experiências e lutas dos trabalhadores da grande São Paulo 1970-1980. Paz e Terra, Rio de Janeiro, 237 p. 1988.
- Santos, M. « Crescimento Nacional e a Nova Rede Urbana: o exemplo do Brasil », Revista Brasileira de Geografia, v. 29, n. 4, [1967] 1998.
- Sheppard, E., Gidwani, V., Goldman, M., Leitner, H., Roy, A., Maringanti, A. "Introduction: Urban revolutions in the age of global urbanism", Urban Studies, v.52, n. 11, p. 1947-1961. 2015.
- Siméant, J. « "Economie morale" et protestation- détours africains », Genèses, v.4, n. 81, p. 142-160. 2010.
- Soares Gonçalves R. et Bautès, N., « De la qualification juridique à l'usage du droit : les favelas en prise avec l'intervention publique », Géocarrefour, v. 88, n.3, p. 217-226, 2015.
- Telles, da Silva, V. « Illégalismes populaires et relations de pouvoir dans les trames de la ville. » in Robert, Cabanes, Isabel, Georges (dir.), Sao Paulo. La ville d'en bas, L'Harmattan, Paris. P. 125-134, 2009.
- Valladarès, L. « La recherche urbaine au Brésil. Bref aperçu de son évolution », Cahiers du Brésil contemporain, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, IHEAL, n.1, pp. 1-36, 1987.
- Valladares, L. (org.). Habitação em Questão, Zahar, Rio de Janeiro, 145 p. 1980.

Vidal, L. « Tendances récentes de la recherche sur l'histoire du Brésil urbain. Éléments pour un bilan: 1990-2003 », *Histoire urbaine*, v.1, n. 12, p. 145-174, 2005.

Villaça, F., *Espaço intra-urbano no Brasil*, FAPESP, São Paulo, 323 p., 1988

Zaluar, A. *A máquina e a revolta*. São Paulo, Brasiliense, 265 p., 1985.

NOTES

1. Les activités de ces journées s'inscrivent dans une collaboration entre les membres du Programme de recherche Inverses, « Informalité, pouvoirs et envers des espaces urbains », financé par la Mairie de Paris (Prog. Emergences, 2010-2014) <http://www.inverses.org>, et le laboratoire NaMargem, à l'Université Fédérale de São Carlos (S.P.) <http://www.namargem.ufscar.br/?lang=en> et le *Centro de Estudos da Metropole* (CEPID/CEM) (soutenu par la FAPESP, procédure 2013/07616-7). Depuis 2016, les échanges se poursuivent dans le cadre du programme « Gouvernement urbain et illégalisme : une approche comparée des périphéries urbaines au Brésil et en France » (financé par la Chaire FIESP Sorbonne, 2016-2017).

2. Néanmoins, beaucoup plus tard dans la bibliographie scientifique.

AUTHORS

NICOLAS BAUTÈS

Maître de conférences en géographie, Université de Caen Normandie, UMR 6590 ESO. Chercheur associé au Laboratoire Favela e Cidadania, ESS, Université Fédérale de Rio de Janeiro, n.bautes@gmail.com.

MARIE MORELLE

Maîtresse de conférences en géographie, Université Paris 1-Sorbonne, UMR 8586 PRODIG, Marie.Morelle@univ-paris1.fr

GABRIEL DE SANTIS FELTRAN

Professeur du département de Sociologie de l'UFSCar, coordinateur scientifique du Centre d'études de la métropole (CEM) et chercheur du Centre d'ethnographies urbaines du CEBRAP, gabrielfeltran@gmail.com